

TAHAR HADJAR SE VEUT RASSURANT :**«La prochaine rentrée universitaire sera réussie»**

Le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, se veut rassurant : la prochaine rentrée universitaire s'effectuera dans les meilleures conditions. Pour ce faire, toutes les conditions pédagogiques et sociales seront réunies pour accueillir les nouveaux bacheliers.

Le premier responsable du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a tenu à indiquer, qu'à l'instar des années précédentes, l'Etat a pris toutes les mesures nécessaires pour la réussite de la prochaine rentrée universitaire.

Tahar Hadjar, qui s'exprimait hier en marge de l'installation du Conseil national pour l'évaluation de la recherche scientifique et technologique, a insisté sur le fait que les nouveaux bacheliers seront bien pris en charge, et ce, sur le plan pédagogique, structures et œuvres sociales.

«La prochaine rentrée universitaire sera marquée par l'arrivée de deux sec-



Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

tions de l'enseignement secondaire, issues de la réforme ayant touché le système éducatif en 2003, élevant le nombre des candidats à plus de 800 000», selon

Tahar Hadjar. Ce dernier a profité de cette occasion pour revenir sur la problématique qui a fait couler beaucoup d'encre, en l'occurrence le système Licence

Master Doctorat (LMD). Là, le ministre a plaidé pour une évaluation dudit système, une décennie après sa mise en œuvre.

«Il est important de procéder à une évaluation du système LMD (Licence Master Doctorat) pour dégager les points positifs et négatifs après une décennie de sa mise en œuvre», selon M. Hadjar et de souligner que «le système universitaire en vigueur en Algérie répond aux normes appliquées dans les autres universités de par le monde».

Lors de la rencontre d'hier qui s'est tenue au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar a procédé à l'installation des nouveaux membres du Conseil national d'évaluation de la recherche scientifique et du développement technologique.

Ce conseil est chargé, selon le ministre, de l'évaluation stratégique et du suivi des mécanismes d'évaluation de la politique nationale de recherche scientifique et du développement technologique.

Salah B.

SANTÉ**BUCCODENTAIRE****Le professeur Chafika Mehdi plaide pour un programme de prévention**

Un programme de prévention sur la santé bucco-dentaire s'impose, selon le professeur Chafika Mehdi, maître de conférences en odontologie conservatrice au CHU de Béni-Messous, Alger.

Avoir une génération d'individus sans caries dentaires est possible, estime le professeur qui intervenait, hier, dans une conférence de presse.

Etablir un programme généralisé n'est pas possible pour le moment. Ce qu'elle propose, c'est un programme à l'échelle des communes. Ne serait-ce que pour faire une étude pilote pour établir un programme codifié, dit-elle.

Le problème de santé bucco-dentaire connaît une prévalence importante chez les enfants. La cause est imputée à l'absence d'une culture sanitaire au sein de la population. Les spécialistes recommandent des consultations préventives et pas seulement sous l'effet de la contrainte. L'INSP (Institut de santé publique) a rendu publics l'année passée les résultats d'une enquête nationale sur la santé bucco-dentaire chez les sujets âgés de 6, 12 et 15 ans.

L'enquête, qui a ciblé les établissements scolaires des trois paliers au niveau des 48 wilayas du pays, a démontré que la prévalence de la carie dentaire est de 74,1% pour l'ensemble des élèves ciblés. Ceci alors que celle de la gingivite est de 58%. Pourtant, la direction de la prévention au ministère de la Santé a mis en œuvre un programme national de santé bucco-dentaire en milieu scolaire dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les caries dentaires, depuis 2002.

S. A.

BUREAUX DE POSTE**Les pannes de distributeurs pénalisent les usagers**

Les longues files d'attente sont de retour dans les bureaux de poste. Depuis déjà une semaine, nombre de distributeurs sont hors service.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les détenteurs de comptes CCP (compte courant postal) renouent avec la galère. De nombreux distributeurs de bureaux de poste à Alger, sont, depuis plusieurs jours, hors service. Retraités, enseignants, militaires, et autres employés de la Fonction publique, autant de corps qui devraient percevoir leurs salaires au cours de cette semaine, et qui sont pénalisés par cette situation.

Résultat : d'interminables files d'attente se forment devant les guichets. Hier encore, la poste de la Place du 1^{er}-Mai était submergée de monde. L'unique distributeur mis en

place à l'intérieur du bureau était en panne. «Ces distributeurs ne fonctionnent jamais quand on en a besoin», témoigne un retraité dépit.

Même scénario dans le bureau de poste de la rue Hassiba-Benbouali. A l'extérieur, le distributeur affiche «hors service». Déçus par cette panne, des utilisateurs se dirigent vers l'intérieur de la poste. Ici encore, la grande salle est noire de monde et les nombreux guichets sont pris d'assaut.

«Il n'y a pas d'argent ?», s'interroge une dame, affolée par les longues files d'attente. «Si, si», lui réplique un jeune homme, qui attendait son tour pour retirer de l'argent. «Il faut juste faire la chaîne», ajoute-t-il.

Censés améliorer le quotidien des détenteurs de CCP, ces distributeurs sont souvent hors service. D'ailleurs, nombre de ces machines sont placées à l'intérieur des

bureaux de poste et fonctionnent comme des guichetiers. Inaccessibles par l'extérieur, les distributeurs enfermés dans l'enceinte des bureaux ne sont ainsi opérationnels que durant les heures d'ouverture des postes. Une situation qui est loin d'arranger les usagers.

Bien qu'Algérie Poste assure, selon son directeur général, que la situation sera rétablie d'ici jeudi prochain, le doute persiste. Vu le nombre important des distributeurs en panne, la capacité de l'entreprise publique à régler ce problème aussi rapidement n'est pas aussi certaine. Après les récurrents manques de liquidité des années précédentes et les nombreux mouvements de grève des travailleurs d'Algérie Poste et autres difficultés, la galère se poursuit pour les usagers des bureaux de poste.

Ry. N.

OUVERTURE DU 11^e POLLUTEC D'ORAN**Sous le signe de la promotion du «made in Algeria»**

Pour sa onzième édition, qui coïncide avec ses dix années d'existence, le Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau SIEE-Pollutec, organisé par le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, s'est ouvert hier à Oran au Centre des conventions et ce, jusqu' au 28 mai.

Près de 250 exposants nationaux, ainsi que 16 pays étrangers, prennent part à ce rendez-vous qui propose une offre variée de technologies couvrant l'ensemble du cycle de l'eau et répondant aux besoins d'un marché toujours en expansion. La participation algérienne est pré-

sentée en force dans ce salon aspirant à des échanges et à des opportunités à même d'être bénéfiques pour les différents partenariats. Le slogan «consommation algérienne» n'a pas manqué d'être évoqué, par le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, El Hadj

Belkateb, qui a souligné l'importance que revêt ce salon qui permet de s'enquérir des dernières nouveautés en matière technologique, permettant des échanges entre les entreprises nationales et étrangères.

Des partenariats qui, dit-il, seront axés sur l'investissement. «Ce qui est demandé c'est encourager ce qui est produit en Algérie pour préserver la souveraineté nationale et réduire l'importation».

Des conférences élaborées par le ministère des Ressources

en eau et de l'Environnement sont programmées durant le salon et aborderont les thèmes suivants : eau et développement durable, économie d'eau, réutilisation des eaux épurées et pollution des eaux... SIEE-Pollutec est aussi l'occasion, précisent les organisateurs, d'aborder les techniques d'épuration alternatives, la récupération d'énergie dans les usines de dessalement, le traitement des odeurs dans les stations d'épuration et le management de projets hydrauliques.

A. B.